

En 1993, le gouvernement salvadorien a engagé une firme privée belge, Assistance internationale en cas de désastre et de danger, à un prix de 4,8 millions de dollars US, pour entreprendre un programme de liquidation des mines, impliquant la formation, sous la supervision de l'ONUSAL, d'une équipe conjointe de 210 démineurs tirés du personnel du corps de génie des forces armées et des combattants du FMLN. Ce projet a été mené à terme en janvier 1994 avec le dégageant de 9 511 mines dans 425 champs. Les anciens antagonistes ont coopéré, échangeant des cartes de champs de mines planifiés, et beaucoup de soldats et de guérilleros ont déminé activement ce qu'ils avaient eux-mêmes planté.

Depuis, aucun accident dû aux mines n'a été rapporté, mais des grenades et autres dispositifs explosifs ont blessé 271 personnes, dont 42 enfants, de janvier 1994 jusqu'à mi-1995. En conséquence, le comité de PAM a décidé une deuxième phase du projet pour débarrasser le pays de toutes les munitions non explosées restantes sur une période de quinze mois.

Le processus de paix suit un cours difficile, et beaucoup des causes socio-économiques du conflit civil persistent. La campagne réussie de déminage a été réalisée dans un temps record, de façon efficace et à bon marché; elle a été présentée, par la suite, comme un geste concret de mobilisation po-

pulaire et de réconciliation nationale. C'est un élément, parmi bien d'autres, qui a davantage fait progresser le processus de paix au Salvador que dans tout autre pays de l'Amérique centrale. Il constitue aussi un modèle pour le déminage dans d'autres lieux, quand les protagonistes peuvent être persuadés de coopérer dans la période post-conflictuelle. La prime d'encouragement réside dans la recherche des fonds nécessaires pour le déminage auprès des pays donateurs, en donnant la preuve qu'avec un peu d'argent, on peut accomplir beaucoup.

## HONDURAS

### Contexte historique

Le conflit civil dans les pays voisins du Salvador et du Nicaragua ont eu des effets néfastes sur le Honduras. La résistance Contra nicaraguayenne et le FMLN salvadorien ont installé, tous les deux, leurs bases arrière logistiques en territoire hondurien, et des milliers de réfugiés des deux pays y ont recherché sécurité. Les régions frontalières honduriennes sont isolées et éloignées et les autorités étaient, de leur propre aveu, incapables d'y contrôler les activités militaires des différentes guérillas. Celles-ci, chacune de son côté, ont posé des mines en territoire hondurien, pour empêcher la poursuite et les incursions transfrontalières gouvernementales.



### Considérations économiques et géographiques

| HONDURAS                            |                             |
|-------------------------------------|-----------------------------|
| Superficie                          | : 112 090 km <sup>2</sup>   |
| Population                          | : 5 650 000                 |
| Densité de population               | : 50,4 hab./km <sup>2</sup> |
| Produit intérieur brut par habitant | : US\$ 1 890                |
| Indice de développement humain      | : 0,524                     |

Source : FNUAP, novembre 1994, La Documentation, Paris.

Le Honduras est le pays le plus pauvre de l'Amérique centrale. De plus, il a la deuxième plus importante dette extérieure de la région, ses exportations ne couvrant que 35% du service des intérêts. Les régions minées sont éloignées et le transport difficile, mais le sol est très fertile et, comme au Nicaragua, produit essentiellement du tabac et du café, alors que la forêt recèle des bois précieux. Tous ces facteurs soulignent l'importance économique de dégrader ces régions des mines qui les infestent.

### Régions minées<sup>15</sup>

Le département de Paraíso, le plus touché, est limitrophe des départements nicaraguayens de Jinotega et Nueva Segovia. Il y pleut beaucoup et la région est couverte de forêt tropicale; le sol de la Vallée de la Teotocacinte est sablonneux. Le département de Choluteca, le second plus infesté de mines, borde les départements nicaraguayens de Madriz, Estelí et Chinandega.

Les forces armées honduriennes prétendent qu'elles n'avaient aucun rapport avec les activités militaires de la Contra, et à plus forte raison, donc, avec le déploiement de mines; ainsi, elles ne disposent pas de cartes des champs de mines. La Contra n'a pas gardé de registres des mines posées, et ses combattants étant à présent dispersés, la quantité de mines utilisées est inconnue des autorités honduriennes. En revanche, on connaît les sites minés à cause des accidents qui surviennent aux habitants et au bétail.

Sur un total de 190 kilomètres de frontière à risque avec le Nicaragua, 95 sont soupçonnés de contenir des mines sur une largeur qui varie entre 100 mètres et plusieurs kilomètres. Le territoire suspect est d'une superficie de 569 km<sup>2</sup> et, selon les forces armées honduriennes, le nombre de mines se situe entre 95 000 et 150 000; la JID avance le chiffre de 30 000, et le rapport du Secrétaire général sur l'assistance au déminage l'estime

à seulement 4 000. Les mines antipersonnel qui se trouvent le long de la frontière nicaraguayenne sont de fabrication industrielle.

Sur la frontière salvadorienne, les mines sont de nature artisanale, ce qui correspond aux dispositifs improvisés de la guérilla FMLN trouvés au Salvador; il y en aurait plusieurs milliers. Elles se trouvent dans les départements de La Paz et Lempira, sur 25 kilomètres de frontière qui couvriraient une superficie suspecte de 172 km<sup>2</sup>, dont des montagnes accidentées, densément couvertes de forêts et à la pluviométrie abondante toute l'année. Tout comme au Salvador, beaucoup de ces mines sont probablement désactivées, parce que leur système de détonation se serait dégradé, les piles étant épuisées. Les deux frontières présentent des conditions géographiques et climatiques telles que l'accès est difficile, l'érosion des sols constante, et la localisation des mines particulièrement pénible.

### Déminage et victimes des mines

En juillet 1993, le gouvernement hondurien a demandé de l'aide en déminage à l'OEA. Celle-ci s'en est remise à la JID pour établir un plan, soumis en septembre de la même année et mis à exécution en mars 1994. Il proposait que 10 moniteurs du Brésil, de la Colombie et des États-Unis forment et supervisent leurs collègues honduriens dans l'accomplissement d'un programme en trois parties :

- 1<sup>re</sup> étape : séance de formation au Honduras avec des commandos des forces spéciales nord-américaines;
- 2<sup>e</sup> étape : formation et équipement de quatre pelotons de démineurs, chacun composé de 17 sapeurs honduriens;
- 3<sup>e</sup> étape : déminage de 19 sites à la frontière nicaraguayenne, et de 5 sites à la frontière salvadorienne.

Entraînement avec les experts militaires nord-américains a débuté en octobre 1994 et s'est terminé en juin 1995, lorsque l'OEA et le gouvernement hondurien se sont mis à la recherche des fonds supplémentaires, estimés à 2 810 000 dollars US<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> Selon des officiers de la JID et de la section de planification de l'Etat-major conjoint des Forces armées honduriennes.

<sup>16</sup> Rapport de l'Etat-major général de la JID à la Réunion internationale sur le déminage des Nations Unies, Genève, 5-7 juillet 1995.

pour compléter le projet. La compagnie hondurienne de quatre pelotons de sapeurs-démineurs, plus le personnel de soutien, (au total, 130 hommes), accompagnée par les officiers de la JID, qui assurent la logistique, les communications et le soutien médical, ont passé l'été de 1995 à délimiter les superficies à déminer. Les opérations ont commencé le 18 septembre, les fonds n'étant assurés que pour couvrir six mois de travaux dans le budget de fonctionnement prévu. On négocie actuellement une offre d'aide d'une organisation non gouvernementale allemande, spécialisée dans le déminage humanitaire.

Le programme comporte des modalités pour l'évacuation par hélicoptère sur un hôpital militaire ou civil de tout blessé durant les activités de déminage, une nouveauté, puisque auparavant les blessés étaient transportés par n'importe quel moyen disponible vers un hôpital central ou régional. Pendant les 11 mois de présence de l'équipe JID dans la région de la frontière nicaraguayenne avant août 1995, six accidents sont survenus à des civils, de jeunes gens ou des enfants, et la moitié des victimes sont mortes. Le programme est censé couvrir aussi les besoins en réhabilitation et en équipement de prothèse pour 200 amputés civils.

---

Parallèlement au déminage, une campagne de sensibilisation au danger des mines, par des annonces radio diffusées et télévisées et l'affichage dans les écoles et les marchés, a été lancée dans la région de Paraíso, à l'intention de la population civile.

---

Le Honduras est un pays pauvre, perturbé par une profonde crise économique, et le banditisme et la délinquance criminelle y règnent. Dans ce contexte, des ressources supplémentaires et de l'aide étrangère iront au déminage et à la rééducation des victimes de mines antipersonnel au lieu d'être consacrées aux besoins sociaux élémentaires. Ce pays n'a peut-être pas directement connu la guerre pendant la dernière décennie, mais le peuple hondurien récolte — en morts et mutilés, en terres inutilisées, en frais supplémentaires — ce que d'autres ont semé.